

TERZA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2026
3EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2026
29 DI MAGHJU DI U 2026
29 MAI 2026

2026/E3/024

**REPONSE MADAME LAUDA GUIDICELLI-SBRAGGIA
A LA QUESTION DEPOSEE PAR MADAME Serena BATTESTINI
AU NOM DU GROUPE « CORE IN FRONTE »**

OBJET : Conflit "ADMR 2A"

Madame la Conseillère,

Depuis plusieurs années, le Conseil exécutif de Corse a renforcé l'accompagnement du vieillissement et les politiques de maintien à domicile, qui constituent un enjeu social, territorial et économique majeur pour la Corse.

Cette ambition suppose de pouvoir garantir, sur l'ensemble du territoire insulaire, une offre d'aide à domicile stable et de qualité auprès des personnes âgées et en situation de handicap.

C'est dans le cadre de cette ambition, et avec une exigence de responsabilité collective, qu'il nous faut examiner la situation de l'ADMR 2A sur laquelle vous interrogez ma collègue, Bianca Fazi.

Je veux d'abord rappeler que la Collectivité de Corse n'a jamais ignoré les difficultés progressivement apparues au sein de l'ADMR 2A. Il ne peut être prétendu que la Collectivité de Corse serait restée passive ou silencieuse.

Bien au contraire, la Collectivité de Corse a décidé d'engager dès 2022, des audits approfondis des fédérations ADMR 2A et ADMR 2B. Ces audits ne relevaient pas d'une démarche de circonstance mais sont venus répondre à une volonté claire :

- disposer d'une analyse objective, financière, organisationnelle et juridique du modèle ADMR ;
- afin de garantir à la fois le bon emploi des fonds publics ;
- et permettre une adaptation de l'aide à domicile face aux mutations profondes que connaît ce secteur.

Les constats établis par l'audit réalisé au sein de l'ADMR 2A sont connus, ils mettent en évidence des difficultés telles que :

- des tensions organisationnelles ;
- une gouvernance insuffisamment représentative ;
- un modèle associatif à repenser et des liens entre la fédération et les associations locales à clarifier ;
- une fragilité du modèle économique.

Cependant, il faut également rappeler une réalité juridique essentielle : la Collectivité de Corse n'a pas vocation à se substituer à la gouvernance d'une fédération associative qui dispose de sa pleine

autonomie de gestion. Bien que la Collectivité dispose de prérogatives en matière de contrôle, elle ne peut s'immiscer dans les choix stratégiques de l'association.

Face à cela, la Collectivité de Corse, dans le cadre du dialogue de gestion prévu par la réglementation, a formulé des demandes auprès de la gouvernance de l'ADMR 2A afin qu'un plan d'action post-audit soit établi et mis en œuvre avec des mesures correctrices adaptées.

Il faut aujourd'hui le dire clairement : toutes les attentes exprimées par la Collectivité de Corse n'ont pas, à ce jour, reçu de réponses pleinement satisfaisantes.

Et c'est précisément la raison pour laquelle nous poursuivons encore ce travail avec détermination, d'autant que de récents manquements constatés permettent désormais d'envisager l'activation de mesures administratives plus contraignantes.

S'agissant du conflit social récent, la Collectivité de Corse a pris toute sa part dans l'accompagnement du dialogue. Les représentants de l'intersyndicale STC/FO/CGT ont été reçus à plusieurs reprises par la Conseillère exécutive.

La Collectivité de Corse, dans le cadre d'une démarche conjointe avec l'ARS, a adressé un courrier au Président de la fédération ADMR 2A, le 12 mai dernier afin d'annoncer le lancement d'une démarche d'inspection.

Si un protocole d'accord a été signé le 15 mai dernier entre l'intersyndicale et la gouvernance de l'ADMR 2A, et bien que cela contribue à l'apaisement, celui-ci est aujourd'hui clairement insuffisant et ne permet pas d'envisager à lui seul un rétablissement de la situation afin de répondre aux difficultés structurelles.

La Collectivité de Corse et l'ARS ont ainsi adressé un autre courrier au Président de l'ADMR 2A, vendredi dernier, à savoir le 22 mai, afin de notifier officiellement ces éléments et en indiquant que la désignation d'un administrateur judiciaire paraissait être la solution la plus adaptée à la situation.

L'inspection se déroulera en parallèle.

La Collectivité de Corse, en lien très étroit avec l'ARS, poursuit et renforce le suivi de ce dossier. Une réunion de travail s'est tenue pas plus tard qu'hier avec la gouvernance de l'ADMR 2A afin d'examiner les suites à donner et les mesures adaptées aux difficultés rencontrées.

Enfin, concernant la question de l'autonomie d'une association locale, au cœur de votre question, je tiens à préciser qu'une réponse officielle a déjà été apportée au Président et que des échanges entre avocats se déroulent actuellement.

Compte tenu des enjeux à l'échelle du territoire, il nous faut éviter de réduire ce débat complexe à une approche strictement individuelle.

Le véritable enjeu est celui de l'évolution globale du modèle ADMR, de sa gouvernance, de sa transparence et de sa capacité à garantir durablement une offre de qualité sur l'ensemble du territoire.

Car malgré ses limites, ses imperfections et une nécessaire évolution, le modèle fédéral ADMR demeure aujourd'hui le seul permettant une péréquation entre associations locales, garantissant une couverture équilibrée des besoins sur l'ensemble des territoires, y compris les plus éloignés en milieu rural.

C'est donc avec responsabilité, avec exigence, mais aussi avec méthode et ce dans un cadre réglementaire strict, que la Collectivité de Corse poursuivra ce travail avec l'ensemble des acteurs concernés.

A ringraziavvi !